



Ay Nicaragua !

**Bulletin interne digital destiné aux acteurs/trices
de la solidarité en Suisse avec le Nicaragua et sympathisant.e.s**

Boletín 1

Indice:

A) Textos relacionados con la actualidad y procedentes de Nicaragua	Página 1
B) Textos relacionados con la actualidad y procedentes de Suiza	Página 7
C) Textos no relacionados con la actualidad pero útiles para entender...	Página 9
D) Comunicados	Página 13

A) Textos relacionados con la actualidad y procedentes de Nicaragua

Bol. 1 / Doc N° 1:

Radio la Primerísima

Emission « a los 4 vientos » Lundi 4 juin 2018

Résumé.

Après les propos d'usage échangés autour de la figure du Cardenal Obando décédé dimanche à 92 ans, les trois journalistes/analystes présents, William Grigsby, Tirsa Saenz et Xavier Reyes ont débattu de la « semaine terrible » qui vient de s'achever, particulièrement du « massacre »* du mercredi 30 mai, jour de la fête des mères au Nicaragua, à la fin de la mobilisation monstre « pour les mères d'avril » organisée par les différents secteurs de l'opposition regroupés dans « l'Alliance civique pour la justice et la démocratie » avec entre autres les étudiants et les mères d'avril.

* Le terme de massacre est employé et revendiqué par William Grigsby lors de l'émission.

Le 30 mai

De peur de se perdre dans les détails, William Grigsby propose 3 moments de lecture de 30 mai et de la manif dite « des mères d'avril ».

- 1) La caravane sandiniste d'Esteli en route pour le rassemblement « canto a las madres » du FSLN à Managua qui tombe dans une embuscade à la Trinidad : 1 mort et 21 blessés.
- 2) L'immense manif prévue de la retonde Jean Paul Genie à la retonde de Metrocentro se déroule sans aucun incident.
- 3) Le rassemblement du FSLN avec le discours de Daniel et la présence de la vice-présidente et de la juventud sandinista sur la « tarima », et non pas les combattants historiques. C'est le 5^{ème} discours de Daniel depuis le début des événements d'avril. Il y a beaucoup d'attentes : le discours est faible, aucunes propositions de sortie de la crise, grande déception.

La situation se tend et les affrontements vont commencer lorsque la tête de la manif de l'opposition continue la manif jusqu'à la UCA et qu'à ce moment la juventud sandiniste remonte vers le nouveau

stade après la fin du discours du président Ortega et du rassemblement de la rotonde Hugo Chavez. L'affrontement devient inévitable. C'est semble-t-il ce que cherchaient des blocs présents dans la manif « des mères d'avril » qui veulent en découdre. La décision de continuer la grande manif jusqu'à la UCA a donc été une erreur grave, peut-être même prémeditée par certains.

Il y a deux versions : les premiers tirs viennent du noyau dur de la manif de l'opposition contre la juventud sandinista (les deux premiers morts sont de la juventud sandinista) ou au contraire les premiers tirs viennent de l'intérieur du nouveau stade, où sont installés depuis des semaines la juventud sandinista et les gens de la mairie. On ne saura jamais la vérité. Le bilan est terrible : 7 morts à l'issue de cette journée près du nouveau stade, ou près de la UCA. Plus de 3'000 personnes se réfugieront à la UCA pour une partie de la nuit, dans la peur et l'angoisse. La grande majorité de la grande manif n'est pas parvenue à la UCA et a pu se disperser sans autre.

Il y a des témoignages que des groupes sortants des rangs de la manif de l'opposition sont armés et appellent à marcher sur « le Carmen » (résidence de Daniel Ortega) ou sur la rotonda Hugo Chavez (prise et défendue depuis des semaines par les militants du gouvernement). Ce sont des groupes qui veulent plus de morts, qui veulent le chaos dans le pays, qui ne veulent pas du dialogue national, afin de renverser le gouvernement de Daniel Ortega.

Les affrontements se prolongeront et ensuite ce sont les pandillas qui attaqueront et briseront les installations du nouveau stade et se rendront maîtres du centre de la ville.

Le bilan de la journée ne finit pas de s'alourdir, avec les blessés qui décèdent dans les hôpitaux, jusqu'à 11 morts seulement pour Managua. Des morts et des blessés (environ 200) des « deux côtés ». A noter aussi qu'il y avait des nombreux jeunes et étudiants de familles sandinistes dans la grande manif « des mères d'avril ». Sur la dizaine de victimes qui manifestaient dans la grande manif, 3 sont des enfants de cadres ou militants sandinistes. Leurs parents (un policier, un conducteur d'un juge du conseil de Justice, un ex major à l'armée) dénoncent la police et le gouvernement. ([note rajoutée par mes soins GF](#)).

Sentiments au terme de la semaine terrible.

Les gens ont peur. Il y a un grand sentiment d'impuissance face à l'escalade des morts et des blessés et face à la délinquance qui s'est installée dans les quartiers et dans la ville : « las calles son de nadie ». La description de la nuit du 30 mai à Managua, avec des affrontements armés dans tout le centre de Managua jusqu'à 1 heure du matin, est symptomatique. L'insécurité citoyenne dans les quartiers pauvres de Managua est alarmante ; à 5h de l'après-midi tout le monde se terre chez soi. Les quartiers sont aux mains des pandillas, des gangs de la drogue qui dirigent par la terreur. Les dirigeants « des deux côtés » qui ont appelé et payé et armé « leurs » pandillas sont et seront responsables de l'insécurité citoyenne. Si le Nicaragua retrouve la paix grâce au dialogue national, il faudra encore des mois pour vaincre l'insécurité quotidienne.

« La policia hizo presencia ». Même si la police, et aussi les anti-émeutes ont repris présence sur le terrain, le sentiment d'impuissance est décuplé :

- Parce que souvent, on ne sait pas d'où vient la violence : qui sont les motorizados, les francs-tireurs, les groupes violents
- parce que le dialogue supervisé par les évêques est suspendu, si non foutu
- par les propositions absurdes d'une partie de l'opposition qui demande l'intervention des « casques bleus » de l'Onu.
- par l'absence de voies de sortie de la crise : « no hay salida »
- par le fait que jusqu'à présent le gouvernement ne fait rien, ne prend aucune initiative, ne fait aucune proposition pour sortir de la crise.

Le 30 mai « acaba con todo », « rompe todo », avec ses morts, ses blessés, l'impuissance et la fin du dialogue national.

Il y a des leaders politiques derrière les groupes dans l'opposition qui veulent le chaos : ils existent à Leon, Masaya, Matagalpa. On connaît leur nom. Le gouvernement prendra-t-il des mesures ?

Conclusion

Nous sommes en présence de deux positions irréconciliables. Le grand capital a rejoint les rangs de l'Alliance civique et les évêques et exige aussi le départ de Daniel, ceci dans le cadre d'élections anticipées. Le modèle d'alliance nationale tripartite (gouvernement , entreprises-Cosep, syndicat) s'est bien terminé le 18 avril 2018.

L'absence du gouvernement entraîne non seulement l'épidémie des pandillas, mais aussi la mise en place de l'autodéfense dans les quartiers de la classe moyenne/haute ou aisée (milices privées). L'OEA et Almagro ont pris position, comme acteur dans la crise, pour une sortie de la crise dans le cadre d'élections anticipées.

La balle est définitivement dans le camp du président Ortega. Le gouvernement et Ortega ont la responsabilité maximum dans cette situation de crise. Que va-t-il faire ?

Tous insistent sur la responsabilité première et maximum du président Ortega et de son gouvernement. Va-t-il simplement respecter le rythme de la négociation de la réforme électorale entamée avec l'OEA ?

Où y aura-t-il des initiatives plus fortes qui permettent une sortie de crise qui peut-être laisse des espoirs pour le futur au sandinisme et au Fsln ?

Le cas de Masaya

Le cas de Masaya a été aussi abordé lors de l'émission du 4 juin. **Je me permets un paragraphe à part car j'y ajoute des nouvelles postérieures à l'émission. (GF).**

Selon « a los 4 vientos », Masaya est détruite. Par deux fois il y a eu des accords locaux passés entre les pobladores-émeutiers et la police sous l'égide des curés. Par deux fois ces accords ont été brisés dans les heures qui suivent. La situation est explosive, intenable : car les gens veulent désormais reprendre la vie quotidienne et leur travail ; mais il n'y a pas d'autorité donc on s'achemine vers l'autodéfense des quartiers à la fois contre la police, à la fois contre les délinquants.

Dans les deux derniers jours, il y a eu 10 morts à Masaya, dont au moins un policier. (les 10 morts ne sont pas confirmés officiellement). La police qui avait arrêté 36 personnes soupçonnées d'émeutes et de violences les ont relâchées lundi 4 juin, après la médiation de l'église locale. Cela signifie selon moi : soit que les personnes avaient été arrêtées sans raison, soit que la police et le gouvernement n'ont plus de légitimité, ni d'autorité à Masaya. (**note rajoutée par mes soins GF**).

Finalement la résolution rapide par la police, si elle est confirmée, de l'assassinat du citoyen nordaméricain et équatorien à Managua par des chefs de pandillas montre à contrario qu'il y a une centaine de victimes qui ne bénéficient pas de la même rapidité du gouvernement à rendre la justice (**note rajoutée par mes soins GF**).

Gerald Fioretta (5 juin).

Bol. 1 / Doc N° 2:

Un texto de Iosu Perales, un compa históricamente solidario con Nica y el FSLN proporcionado por Sergio F.

Texto de "América latina en movimiento" : Adonde va Nicaragua 4/6/2018 / Iosu Perales

Me resulta ya muy difícil permanecer callado acerca de los últimos acontecimientos que se suceden en Nicaragua. Por prudencia y por no "defraudar" a ciertas izquierdas me he limitado a pronunciar en círculos muy cercanos. Pero siento que es hora de hacerlo públicamente. Para mí, es doloroso reconocer la deriva autoritaria de Daniel Ortega y su gobierno. No en vano, me vinculé a la solidaridad con la revolución sandinista a finales de los setenta, he viajado a ese país del que me siento parte, no menos de 25 veces, llegando a vivir y trabajar un tiempo como periodista, y me siento sandinista intelectual y sentimentalmente.

De modo que, al menos últimamente, yo también he sido partícipe de un comportamiento de la izquierda que consiste en callar, silenciar y dar la espalda a realidades que no nos gustan criticar porque entendemos, erróneamente, que al hacerlo perjudicamos a nuestra causa. Al contrario,

deberíamos ser partícipes de ese principio ético de que la verdad es siempre revolucionaria. Realmente, lo que nos hace daño es tapar y justificar actuaciones de la izquierda que deben ser criticadas por otras izquierdas. Desde una posición sana, deberíamos interesarnos en esclarecer la verdad, para fortalecernos política y moralmente.

Cuando escribo este artículo, las cifras dadas por Amnistía Internacional superan el centenar de muertos y más 800 heridos, gran parte de ellos de bala. Cifras coincidentes con las que ofrece el CENIDH de Nicaragua que también señala un número indeterminado de desaparecidos. Las cifras oficiales ya se colocan en cifras parecidas. Semejante matanza ha sido el resultado de un despliegue represivo cuya responsabilidad política recae en el presidente Daniel Ortega. Si un gobierno calificado de izquierda dispara a quienes protestan ¿en qué nos diferenciamos de la derecha?

Las protestas contra la disminución de las pensiones en un 5%, y contra el aumento de las cotizaciones de los trabajadores y empresarios al INSS, debiera haber conducido a la apertura de un diálogo con las partes sociales interesadas. También debieron ser debatidas como exigen las leyes de Nicaragua en la Asamblea Nacional, pero se pretendieron imponer por decreto presidencial. Es verdad que el Gobierno reculó ante la oleada de protestas, pero los manifestantes en lugar de guardar las pancartas las han vuelto a sacar a las calles y plazas, extendiendo sus reivindicaciones al cuestionamiento de Daniel Ortega y Rosario Murillo.

Todo el país, desde hace semanas, está jalonado por barricadas, hogueras y enfrentamientos desiguales de jóvenes estudiantes con fuerzas represivas gubernamentales y también con las famosas "milicias motorizadas" que forman un cinturón de hierro en defensa del régimen. Hasta que el lunes 23 de abril un río humano de más de cien mil personas, la mayoría de menores de 30 años y la mitad por lo menos de mujeres, recorrió Managua, e hizo ver a Ortega y Murillo que no les quedaba mejor alternativa que negociar. Decenas de muertos después, la negociación parecía abrirse camino, lo que explica al mismo tiempo el fracaso de un régimen algo más que autoritario y el poder, en este caso heroico, de la calle. Pero lo cierto es que el diálogo está estancado después de la última represión, el día de la Madre, que dejó un saldo de 11 muertos y 79 heridos, lo que fue la repuesta del Gobierno a una manifestación muy superior a todas las anteriores. Otra vez Ortega-Murillo optó por la vía autoritaria.

Pero ¿qué pasa en Nicaragua? ¿Por qué tanta gente se ha sublevado? Daniel Ortega accedió al poder en 2007, casi dos décadas después que lo perdieran los sandinistas ante la Unión Nacional Opositora que ganó las primeras elecciones tras la década revolucionaria, con Violeta Chamorro de candidata. Ortega tuvo que hacer una travesía política y personal para ganar por fin la presidencia y en su caso además el poder, tras perder tres elecciones presidenciales desde 1990. Su victoria mucho tuvo que ver, con el apoyo del cardenal Obando y Bravo que logró, a cambio, que los diputados del Frente Sandinista derogaran la ley de aborto terapéutico, haciendo de Nicaragua uno de los cinco países del mundo que lo prohíbe.

Inmediatamente de ser investido presidente, Ortega debió haber abierto un proceso de reconciliación interna en el FSLN, pero en lugar de hacerlo se alejó de muchos dirigentes del Frente Sandinista, otrora en el poder. De los nueve comandantes que formaron la Dirección Nacional del FSLN durante el gobierno revolucionario, tomaron distancia de sus políticas y liderazgo, su hermano Humberto Ortega, y los comandantes Víctor Tirado, Henry Ruiz, Jaime Wheelock y Luis Carrión. Quedaron con Ortega, Bayardo Arce y Tomás Borge, ambos muy implicados en negocios algunos de ellos cuando menos opacos. Imposible saber en qué lugar estaría hoy Carlos Núñez, fallecido en 1990. Por su parte, los hermanos Fernando y Ernesto Cardenal, las comandantes Dora María Téllez y Mónica Baltodano, el ex jefe de la policía René Vivas, la poetisa y novelista Gioconda Belli y el escritor Sergio Ramírez, encabezan un ingente número de hombres y mujeres que reivindicando el sandinismo se han apartado de un FSLN propiedad de la poderosa pareja Ortega-Murillo que rápidamente se rodeó de un grupo de incondicionales, con cuya complicidad ejercen el poder de forma no democrática.

La pareja gobernante parece querer instaurar una dinastía en el poder, al punto de que sus propios hijos ocupan de manera irregular responsabilidades de estado por mandato autocrático, sustituyendo en viajes oficiales a ministros e incluso al canciller. Lo cierto es que todo el poder está concentrado en la familia Ortega-Murillo y en un pequeño grupo de incondicionales que alimentan la existencia de un caudillaje que les proporciona seguridad para ejercer de cargos públicos con derecho a mejorar su patrimonio. Como afirma el histórico guerrillero Henry Ruiz, «ya no hay ideología, no hay mística, no hay normas, no hay debate, no hay nada». Pero este vacío no impide que con el lenguaje del antiimperialismo Ortega siga manteniendo un ascendente significativo sobre una amplia parte de la sociedad. En parte por apoyos que vienen de tiempos de la revolución, en parte por una práctica de clientelismo que se alimenta de un asistencialismo en forma de pequeños lotes agrarios, de láminas de zinc, de bicicletas, y otras donaciones cubiertas hasta ahora con dinero procedente de la generosidad petrolera venezolana. Además, favores personales, premios y castigos, que se completan con una vigilancia diaria a través del cinturón de hierro tejido por la vicepresidenta Rosario Murillo, que ha sabido crear una fuerza social que presta servicios al Gobierno bajo la fórmula de participación ciudadana.

Hay que remontarse a las derrotas electorales de Ortega frente a Violeta Barrios de Chamorro, Arnoldo Alemán y Enrique Bolaños, para comprender cómo se ha llegado al momento presente. He de decir que nunca me gustó el acercamiento interesado al cardenal Obando con el fin de lograr al menos la neutralidad de la Iglesia Católica, ya que ello llevaba consigo el precio de políticas de gobierno confesionales. Ortega comenzó a asistir a los oficios de la catedral desde donde pidió perdón al pueblo de Nicaragua por los excesos de la Revolución, llevándose consigo a las misas televisadas al que fue el poderoso jefe de los servicios secretos Lenin Cerna. Así es como Daniel Ortega comenzó a fabricarse una imagen de hombre devoto, bien guiado por Rosario Murillo que a su vez expresó públicamente su rechazo al aborto en cualquier circunstancia. De esta conversión surgió su gran lema político que sigue vigente «Nicaragua cristiana y socialista». Un socialismo confesional que no deja de ser una originalidad surrealista.

La conversión no fue sólo religiosa. El mítico comandante Henry Ruiz, el más veterano de la guerrilla en la montaña, lo denuncia: «Al principio nos pareció que su programa apuntaba a una economía de desarrollo nacional. Fue un espejismo. Se fue rapidito al INCAE para asegurar a los grandes empresarios nacionales que respetaría sus negocios e impulsaría privatizaciones. Ustedes hagan la economía y yo haré la política, les dijo». Pero lo cierto es que el país sigue prisionero de un problema estructural que mantiene al 80% de la población económicamente activa en la economía informal. Nada está cambiando, si no es a peor, en una economía que funciona bajo la obediencia al Fondo Monetario Internacional, y por consiguiente aumenta las desigualdades sociales. La estrategia del asistencialismo siempre otorga ventajas a un gobierno, pero es poco recomendable cuando se trata de transformar la sociedad.

Pero como digo, muchos son los motivos que confluyen en la indignación de una multitud. En primer lugar las izquierdas tenemos que abrir los ojos y ver las políticas reales de Daniel Ortega. Mónica Baltodano señala algunos elementos:

-No, no estamos en ninguna segunda etapa de la Revolución, no se están realizando transformaciones que consoliden en Nicaragua un sistema de justicia social. Todo lo contrario: se ha fortalecido, como nunca antes, un régimen económico-social en el que los pobres están condenados a rebuscarse la vida en trabajos informales, precarios, por cuenta propia o a trabajar por salarios miserables y en largas jornadas, condenados a emigrar a otros países en busca de trabajo, condenados a pensiones de jubilación precarias. Se trata de un régimen de inequidad social con un creciente proceso de concentración de la riqueza en grupos minoritarios.

-En segundo lugar se ha profundizado la subordinación del país a la lógica global del capital. Nicaragua, se ha ido entregando a las grandes transnacionales y a los capitales extranjeros, que llegan a explotar riquezas naturales o a aprovecharse de la mano de obra barata, como sucede en

las zonas francas. El caso más patético de esta lógica entreguista del país y de sus recursos es la concesión para la construcción del Canal Interoceánico, pero ha habido previamente muchas otras concesiones mineras, forestales, pesqueras, en la generación de energía, que han ido ocupando todo el país.

-En tercer lugar el actual sistema económico-social imperante en Nicaragua trata de reducir a la mínima expresión las resistencias sociales.

-Por otra parte se ha desarrollado un desmedido proceso de concentración de poder en la pareja Ortega-Murillo y su círculo más cercano. Es un poder que amenaza con destruir todo vestigio de institucionalidad democrática.

¿Tiene remedio Nicaragua? La comandante guerrillera Mónica Baltodano, hoy socióloga e historiadora, pone sus esperanzas en la sociedad civil y en particular en una nueva generación de jóvenes no contaminados por el poder. Ella critica a la oposición: «Desde que subió Ortega al Gobierno, todas las luchas que ha empujado la oposición han girado alrededor de las elecciones. Vamos a las elecciones para conseguir alcaldías, o para lograr diputados, y vamos a las presidenciales en condiciones de desventaja, pero aquí no existe un movimiento popular autónomo independiente. Yo creo que la única manera de construir otra correlación con la gente a la que no le parece cómo se hacen las cosas en este país, es con otras formas de organización que superen el electoralismo».

Lo cierto que la sublevación frente al gobierno Ortega-Murillo podía haber estallado por otros motivos. De ninguna manera se trata de una operación orquestada desde el exterior. El mayor enemigo de la pareja Ortega-Murillo es su modo de ejercer el gobierno. La reforma del INSS ha sido un detonante como podía haber sido el canal interoceánico contra el que ya se han llevado a cabo más de cien marchas en los últimos años. La sublevación lo es por las libertades y la democracia, contra el intento de una familia por instaurar una especie de monarquía absolutista. Una familia que ha desnaturalizado el Frente Sandinista de Liberación Nacional, aunque afortunadamente el sandinismo sigue vivo fuera de sus filas, entre los que me cuento.

¿Se puede sostener la idea de que el movimiento de protesta esté orquestado por el imperialismo? Es verdad que el imperialismo norteamericano está detrás del ataque a los gobiernos clasificados como de izquierda y progresistas de América Latina. No podemos negar la campaña sistemática contra el chavismo. Ni su participación en los golpes de estado en Honduras y Paraguay. Su hostilidad hacia Evo Morales. ¿Podemos creer que el imperialismo nada tiene que ver con lo que está sucediendo en Brasil? Sí, también en Nicaragua hay un interés norteamericano en debilitar a Daniel Ortega. La Casa Blanca siempre juega a este juego en América Latina. Y no porque a Estados Unidos moleste las políticas económicas de Daniel Ortega que cumple con el Fondo Monetario Internacional, sino que más bien por razones de ajustes de cuentas pendientes con el sandinismo. Pero, no nos engañemos, las multitudes que se manifiestan en Nicaragua, con estudiantes a la cabeza de la protesta tienen razones propias, nacionales, y no obedecen a ninguna dirección exterior. Quien quiera pensar lo contrario, está en su derecho, pero es poco razonable. No, no creo que a las izquierdas nos haga ningún bien el achacar todos nuestros males al imperialismo. En el caso de Nicaragua sólo hay que analizar, desapasionadamente, la deriva seguida por Daniel Ortega y Rosario Murillo, desde 2007. En Venezuela hay partidos y políticos con nombre y apellidos responsables de la inestabilidad del país, en Nicaragua, por más que el Gobierno habla de que todo está manipulado por partidos políticos no nombra a ninguno. Muchos de los que seguimos la vida política de Nicaragua sabemos que las fuerzas opositoras ni tienen la fuerza ni la credibilidad para hacerse seguir por decenas de miles de personas. Ya digo que los mayores enemigos de Ortega-Murillo son ellos mismos con su concentración de poder y su mentalidad autoritaria.

Hay un hecho significativo que quiero recordar. Era noviembre de 2017 cuando el ex presidente Pepe Mujica estaba a punto de arribar a Managua desde Panamá, para recibir la distinción del Doctorado Honoris Causa de parte de la Universidad Autónoma de Nicaragua (UNAN)

Sorpresaivamente, Daniel Ortega suspendió unilateralmente el acto que ya no se celebró. Durante un tiempo pensé sobre cuál sería la razón. Pasado un tiempo, ahora sí creo saberlo.

B) Textos relacionados con la actualidad y procedentes de Suiza

Bol. 1 / Doc N° 3 y 4:

Un rapide résumé, très succinct, du blogspot du secrétariat d'Amérique centrale à Zurich (textes de Dieter D.)

Muy vinculado con varias informaciones de Nicaragua y elementos de análisis.

<http://zas-correos.blogspot.ch/>

Jeudi 24 mai

La commission interaméricaine des droits humains de l'OEA (CIDH) a livré son premier rapport sur le Nicaragua le 21 mai : La faute est au gouvernement qui a essayé de réprimer le mouvement de protestation et qui a reçu une tempête en retour. Les sources d'information semblent être peut abondantes. 76 personnes assassinées selon les sources du gouvernement ! Une grande majorité par des tirs ciblés, il n'est pas clair s'il s'agit que de manifestant-e-s et/ou de passant-e-s. La responsabilité pour la situation confuse n'est pas à chercher du côté de la droite classique (qui l'utilise cyniquement) mais dans le silence du gouvernement, ce qui le rend suspect. Le rapport de CIDH est tendancieux, la faute étant uniquement mise sur les épaules du gouvernement alors que plusieurs assassinats sont à mettre sur le compte de la droite (Matagalpa, Sébaco....)..... Dans les faits, il est très difficile de savoir ce qui est juste ou non !.....

Ce qui apparaît clairement : les troubles ont des conséquences dramatiques sur l'économie du pays (barrages sur les routes interurbaines, à Managua....) et répondent à une logique d'exigence de changement de régime. Gouvernement et opposition s'accusent mutuellement d'utiliser des bandes de « délinquants » pour arriver à leurs fins. Le MRS (Movimiento de Renovacion Sandinista) qui a participé aux Etats-Unis aux rencontres pour les sanctions (Nica-Act) depuis 2 ans est également présent en tant qu'acteur important.

Beaucoup de contradictions aussi du côté des universités : à l'UPOLI (polytechnique) à Managua, Piero Coën, le capitaliste le plus riche du pays, est fêté comme une Rockstar ! Jorge Capelán et Stephen Sefton rejettent la thèse de la collaboration étroite du Front sandiniste et du gouvernement avec le patronat et le FMI. Sans plus détailler ils épousent les thèses d'Orlando Nuñez d'une économie réelle non-capitaliste au Nicaragua.....Le schéma noir-blanc ne fonctionne pas pour expliquer la dynamique socio-économique en cours ! Mais l'autoritarisme du gouvernement et du parti sandiniste, dirigés par le couple Ortega-Murillo ne peut pas s'ignorer. L'obscurantisme religieux et les leçons de morale de Rosario Murillo font qu'elle est détestée par beaucoup de sandinistes (à l'intérieur du parti comme à l'extérieur). Son ascension dans le gouvernement est entre autre dû au cas Zoila América, sa fille qui a été abusée par Daniel Ortega, ceci ne s'oublie pas

Ceci dit, en finir avec les prières, de réelles informations sont demandées : qui sont les tireurs ? Il est improbable qu'ils viennent de la police ! Reste la thèse des « paramilitaires sandinistes », anciens Contras ? Rien n'est clair, les accusations fusent...Le gouvernement ne s'exprime pas, ce qui est grave et ne répond pas aux critiques du mouvement de solidarité suisse.....

Le sandinisme officiel semble actuellement se concentrer sur le processus de dialogue, bloqué par les revendications des étudiants mais relancé sous l'égide de la conférence épiscopale avec les associations économiques (Cosep) et l'OEA.....

A l'avenant : les Etats-Unis, des sanctions contre le Nicaragua sont possibles et dépendront du processus de dialogue. Sans coopération de la part d'Ortega les Etats-Unis agiront.....

Lundi, 28 mai

« La mère de toutes les manifestations ». Carlos Rafael Avella est prêtre à Nueva Guinea. Avella fait partie du cartel des soutaines qui selon le ressenti de nos vieux partenaires est la colonne vertébrale idéologique et organique des protestations, ceci en tous cas dans les campagnes.

Chaque jour de nouveaux morts lors d'affrontements. La commission des droits humains interaméricains de l'OEA, la CIDH, les attribue sans autre au camp du gouvernement. Ce qui est manifestement faux, la violence n'étant pas seulement d'un côté. Un petit exemple qui montre le délitement social : Le 10 mai, Néstor Espinoza, journaliste sandiniste mais critique, raconte que son fils est rentré à la maison en pleurant, au bord de la crise de nerfs. Un groupe de personnes masquées a arrêté le bus à la rotonde des étudiants et sprayé des slogans dessus. Dans le bus il y avait des enfants handicapés. « Quoique je soutiens les revendications du moment, je ne suis pas d'accord avec ces actes de barbarie ».

Quelques extraits de la mobilisation cléricale : à partir de cette nuit ou demain les barricades seront échelonnées. Mardi tout le monde se prépare pour le voyage à Managua avec tous les campesinos qui se sont décidés pour cette lutte. La manifestation du 31 mai, jour des mères, sera « la mère des manifestations », en honneur de tous ceux qui ont versé leur sang dans la répression. Nous devons y aller, dans le cœur du problème.

La CIDH de l'OEA a fait savoir le 25 mai avoir pris des mesures de protection pour 13 étudiants, prétendument menacés par le gouvernement. Comme par hasard, le State Department des Etats-Unis communique « qu'il condamne les violences récentes perpétrées par des casseurs contrôlés par le gouvernement ». Il parle principalement des événements du jour précédent à Leon sur lesquels des versions très controversées circulent. « Nous appelons le gouvernement du Nicaragua de mettre en œuvre intégralement les recommandations du CIDH ». La CIDH qui a son siège principal dans la capitale des Etats-Unis et qui est financé principalement par Washington (mais sans droit de juridiction), avait exigé le 21 mai du gouvernement du Nicaragua d'accepter une enquête internationale et le libre accès des commissions de droits humains de l'OEA et de l'ONU et « d'autre acteurs pertinents de la communauté internationale ». Le timing joue bien avec la date de « la mère de toutes les manifestations ».

Nous ne devons pas masquer cette dynamique même si elle a été rendue possible par le camp gouvernemental.

Traduit par Philippe S.

[Los que lean el alemán pueden referirse a los blogs del ZAS-correos de los 5 y 6 de junio, escritos después de la agudización de los enfrentamientos consecutivos a los combates ocurridos en el día de la madre ! – red. Boletín].

Bol. 1 / Doc N° 5 :

*** Radio Suisse romande, Jeudi 7 juin, dans "Tout un monde":
"Les manifestations contre le régime au Nicaragua choquent par leur violence"

Résumé:

120 morts, près de 800 blessés. Des violences sans précédent depuis 1979. Un témoin, Dominique Rüegsegger évoque l'intervention violente de paramilitaires, aux côtés du régime. Il mentionne "la violence de Daniel", prénom de l'actuel dirigeant.

On en arrive à un consensus. "Daniel doit partir ". Après 21 ans de pouvoir (1979-1989, puis 2007-2018), c'est le moment de passer la main.

Analyse: le pays tourne maintenant au ralenti. Les infos sont pour la plupart peu plausibles. L'économie est presque au point mort. L'essence et les carburant se font de plus en plus rares.

Dès le 18 avril, on est passés des balles en caoutchouc aux balles réelles. Amnesty International dénonce de nombreux morts par balles, ou par le refus d'être soignés en hôpital. Beaucoup tirent pour tuer. On dénombre beaucoup de groupes pro-gouvernementaux armés et qui opèrent en totale impunité.

La réforme de la sécurité social et des retraites a été l'élément déclencheur. Mais une bonne partie de la population est fatiguée du pouvoir. Ce pouvoir cherchait à accroître son contrôle de la population.

Avec l'essoufflement du Venezuela, les approvisionnements bon marché en pétrole ont diminué. Les prix montent dans de nombreux secteurs de la consommation. La politique de favoriser des clans réduits mécontente le peuple, hostile à une gouvernance dite sandiniste qu'il estime pervertie.

Formellement le régime se déclare "à gauche". Mais il s'agit d'une révolution de façade. La réalité est toute autre. Il y a 40 % de pauvres, et 60 % de personnes vivant de l'économie informelle. Le régime du président Ortega et de sa femme arrive à sa fin.

Jacques D.

***** 1 émission très complète sur France-Culture, consacrée à la crise nicaraguayenne, le vendredi 8 juin:**

<https://www.franceculture.fr/emissions/cultures-monde/culturesmonde-du-vendredi-08-juin-2018>

C) Textos no relacionados con la actualidad pero útiles para entender...

Bol. 1 / Doc N° 6 :

El Cro. Fioretta estuvo en Granada en marzo de 2018, en situación de completa seguridad, como las conocimos desde muchos años y reporta hoy lo siguiente:

Je suis allé en mars 2018 me promener à Granada avec Orlando et famille.

J'ai trouvé cette ville, qui avait été si charmante et si belle, pourrie par les touristes, par les résidents étrangers (US surtout) propriétaires du tourisme et de l'immobilier, par les riches négociants nicas, par le fric et par la consommation.

Les rues pleine de bars et de restaurants et de magasins presque chics ne sont plus pour les granadinos,
sauf l'exploitation sexuelle des jeunes filles qui peuvent être elles granadinas.

Dans le parc central on a discuté avec quelques granadinos chapiollos qui nous disaient qu'ils étaient expulsé littéralement de leur ville. Tout cela s'est fait très rapidement. Cela a profité à des étrangers misérablement profiteurs de leur statut et à quelques dizaines, voire quelques centaines, de commerçants nicas.

Le phénomène de « gentrification » dans nos quartiers ou à Barcelone c'est du pipi de chat à côté de l'aliénation de Granada.

Je ne suis donc pas étonné de la destruction hier de Granada, pas étonné du pillage des commerces et des restaurants.

Il y a un phénomène de classe dans ces violences exercées par les bandes de lumpen ou d'étudiants ou des « pobladores pobres » : là l'ennemi, c'est pas seulement Daniel et Rosario, ce sont les riches, sandinistes ou non, les commerçants ou propriétaires, nicas ou non.

7 juin 2018 Fiorett

Bol. 1 / Doc N° 7 :

*Nicol. G. nos envió desde Managua una entrevista de **Julio López**, antiguo responsable del DRI (Dept. Relaciones Internacionales del FSLN) en el la PRENSA... Hecha en el ... 2013 !*

Este periódico se alegra mucho de este análisis de las gestiones económicas del régimen "Ortega", terminando con una patada al miiltante sandinista...

A continuación una entrevista de la Prensa a Julio López del 2013 que me parece premonitoria.

“El nacatamal mejor amarrado”

El “rosariodanielismo”, dice, surge sobre el cadáver del FSLN que no existe más, junto a un empresariado concentrado en el enriquecimiento

Webmaster La Prensa 04/11/2013 LA PRENSA Manuel Esquivel

Ramón H. Potosme

El analista y comunicador Julio López Campos no es antidanielista aclara de entrada, pues considera que una visión de esa naturaleza ciega y nubla el análisis. En esta ocasión buscamos sus consideraciones sobre el “modelo de alianzas” del Gobierno, cuya definición oficial es abstracta y aplicada en cualquier contexto. Campos, sandinista de la anterior corriente dentro del Frente Sandinista de Liberación Nacional (FSLN) llamada Izquierda Democrática, indica que cualquier análisis lo hará desde la izquierda y que no coincide con los académicos con visiones liberales ni con los voceros del oficialismo que a su juicio han renunciado en su mayoría al espíritu crítico.

:::¿En qué consiste el modelo de alianzas del Gobierno?, ¿es posible definirlo?

El modelo de alianzas fue más explicitado en la última reunión de Daniel y Rosario con la empresa privada. La primera respuesta es que no tenemos una definición oficial, más vale, y segundo que para entender esa situación y las características de ese modelo, no hay una explicación monocausal. No podemos entender ese modelo de alianzas sin tomar en cuenta un conjunto de factores que se entrelazan y lo explican.

Mi definición es que ese modelo de alianzas es el nacatamal mejor amarrado en toda la historia política de Nicaragua.

:::¿Por qué?

Mirá los resultados que da el Cosep con el presidente. Cinco años de acuerdos salariales, 68 leyes de consenso y 39 modelos de alianzas público privados en ejecución. Es decir, hablamos de un nacatamal, perfectamente amarrado. No hablamos de alianzas políticas generales. Hablamos de una fusión de intereses que tienen una connotación y pretensiones de mucha durabilidad para el país y esas situaciones nunca las habíamos vivido en la historia política del país. Ni siquiera bajo el somocismo. Tampoco la conocimos en los gobiernos libero conservadores después del noventa.

:::¿Cómo podemos explicar ese nacatamal?

Hay que decir que estamos ante una situación novedosa, sorprendente y que vale la pena tratar de entender. Tengo mi explicación de este fenómeno no conocido en Nicaragua, en el que la cúpula del Gobierno pacta con los empresarios nicaragüenses, esos niveles de acuerdo a esa magnitud, de esa durabilidad y de un alcance absolutamente nacional.

:::¿Cuáles serían esas causales?

Encuentro 15 causales que se entrecruzan. La primera es que eso no se puede entender si no hay una comprensión de la mutación que ha vivido el sandinismo, esa mutación del sandinismo al rosariodanielismo. Es un cambio absolutamente sorprendente que todavía no logramos entender mucho menos explicar en su totalidad, pero los que conocemos el sandinismo sabemos por dónde viene ese proceso de mutación.

:::¿Qué implica esa mutación del sandinismo?

Por ejemplo la radical revolución sandinista proclamó como proyecto estratégico la proclamación de la economía mixta. Era la convivencia del sector público y privado, pero la hegemonía de la conducción económica, de las políticas económicas del país iban a estar subordinadas al predominio del sector público. Esa es la esencia de la economía mixta de la revolución sandinista. Espacios amplios para la economía de mercado, pero bajo la hegemonía del sector público. Qué tenemos hoy en esta segunda etapa de la revolución como dice el Gobierno?. Tenemos que el 96 por ciento del producto nacional es producido por el sector privado, es decir totalmente al revés de lo que era el proyecto de la revolución sandinista, que tenía al sector público como sector hegemónico.

El socialismo de la revolución sandinista era racional, materialista, racionalista y un socialismo laico. Lo que tenemos ahora es un socialismo compasivo. Hacemos las cosas por los pobres, casi por compasión o un socialismo sotanero. Todo cuanto existe es el resultado de la voluntad de Dios. Es una mutación absolutamente radical. El sandinismo de la revolución solo entendía la conducción del poder desde una dimensión colectiva. En la situación actual es un proceso de centralización política que nunca habíamos conocido en la historia del país. Ni con Somoza.

:::¿Qué otros elementos?

El ocaso terminal, la defunción política de los liderazgos libero conservadores que surgieron en el contexto de la década de los ochenta. No hay nada más de ellos. Nada existe de Violeta (Barrios de Chamorro) y Toño (Antonio Lacayo) no quedó nada. De (Arnoldo) Alemán solo las secuelas de la corrupción, de Bolaños, solo su exilio tranquilo en su casa en Carretera a Masaya. No hay nada de ese liderazgo político. Se exterminó.

El pragmatismo y el acomodamiento como una especie de ideología nacional. Mientras antes la conciencia nacional estaba en la lucha por la transformación, por el cambio, por hacer más revolución. Ahora la filosofía de la conducta de los ciudadanos y políticos es: aceptemos la realidad como es. Lo inteligente es acomodarse, es decir, así son las cosas. Si querés ser inteligente, sé pragmático, cuidá por tu interés, ve cómo estás mejor, olvídate de cualquier otra cosa. Este es un fenómeno que amerita del análisis sociopolítico. ¿Por qué nuestra gente, nuestros maestros, políticos, han adoptado ese tipo de comportamiento?

Otro factor, lo que yo llamo la revolución pasiva. Si esta es la segunda etapa de la revolución como se afirma, sencillamente es una revolución pasiva en el que las masas renunciaron totalmente a desempeñar su papel histórico transformador. Pero ahora el Gobierno lo hace con la histórica clase dominante representada en el empresariado.

:::¿Qué papel jugó el FSLN como partido?

Ese es otro punto, la privatización del Frente Sandinista, una privatización que se inició y terminó con la liquidación del FSLN. Ya no hay más Frente Sandinista, existe solo únicamente como una franquicia electoral, hay una bandera, tiene ciertos cargos, ciertas estructuras formales, pero su existencia es estrictamente electoral, ya no existen las estructuras como tal en el país, se acabó.

:::¿Qué rol juegan los empresarios?

Es que el empresariado nicaragüense se convirtió en lo que los griegos llamaron un empresariado crematístico, es decir dedicado al enriquecimiento. Los griegos distinguían entre la economía y la crematística. La economía, todas las actividades en búsqueda de soluciones a problemas económicos de la sociedad y de la familia. Y decían de otros que se dedicaban al enriquecimiento, es decir a la crematística.

Los empresarios nuestros están interesados únicamente en sus ganancias, en sus utilidades, enriquecimiento, las cuestiones éticas, políticas de la democracia, eso los tiene sin cuidado, basta con que hayan elecciones, eso es más que suficiente dijo (Carlos) Pellas. Para qué vamos a estar hablando más? Por eso es que tampoco necesitan de partidos políticos, porque ese modelo responde a la filosofía de ese empresariado.

Debo agregar a las causas (del modelo de alianzas) un periodo largo y sostenido de precios para las materias primas, que ha permitido un crecimiento sostenido de la economía. También la feliz coincidencia del gobierno de Ortega con la revolución bolivariana. La crisis global de la hegemonía norteamericana que hizo que el interés de Estados Unidos no se fijara mucho en Centroamérica.

:::¿Es positivo el resultado de este modelo?, ¿a dónde nos lleva?

Este es un modelo en desarrollo, en un proceso de despliegue, tiene aliento para seguirse desplegando, fortaleciendo, creciendo. Ahí, que yo digo a los pragmáticos, si quieren agarrar algo de esto apúntense porque van poder agarrar durante varios años todavía, pero este modelo tiene unos riesgos extremadamente peligrosos para nosotros.

El primero está en la naturaleza económica de estos sujetos, de este modelo, el proceso natural del enriquecimiento. En Nicaragua tenemos un proceso de concentración de riqueza en marcha que ya hace que un dígito porcentual de la población, siete u ocho, según las discusiones de los economistas, menos de un dígito se reparten el 46 por ciento de la riqueza del país. Menos del 10 por ciento de la población se apropiá el 46 por ciento de la riqueza, esa es la dinámica natural de este proyecto. Nos puede llevar a una deformación entre una élite cada vez más rica y más poderosa y una mesa en unos estándares de pobreza.

Es el colmo que como producto de esta segunda etapa de la revolución tenemos más millonarios que los que hay en Costa Rica y Panamá. Va a haber un momento en el que la gente va a decir y por qué Julio López vive en una mansión y Potosme solo tiene derecho a tener seis láminas de zinc. Tal vez el ciudadano Potosme sienta que las seis láminas de zinc le ayudan porque le protegen del invierno, pero puede que después comience a pensar y diga y por qué aquel come filete y yo solo arroz y frijoles? (me parece que esto es lo que está sucediendo...)

D) Comunicados oficiales :

- 1) CENIDH**
- 2) Conferencia episcopal**
- 3) Mouvement de solidarité suisse avec le Nicaragua**



COMUNICADO No.4

CENIDH CONDENA ACTOS VIOLENTOS DEL 30 DE MAYO DE 2018

El Centro Nicaragüense de Derechos Humanos (CENIDH) condena enérgicamente los actos de represión y violencia mandados a ejecutar por el gobierno de Daniel Ortega hoy 30 de mayo del 2018 durante la marcha pacífica en respaldo a las "Madres de Abril" que exigen justicia por el asesinato de sus hijos a partir del 18 de abril.

Afirmamos categóricamente, por haber participado en dicha marcha y dado seguimiento a estas acciones criminales, que los agresores fueron la policía represiva y las fuerzas de choque al mando de Daniel Ortega y su esposa Rosario Murillo, ya que los lugares donde se realizó la marcha de las madres y la contramarcha había una distancia, que si no ha sido la acción dirigida e impulsada cobardemente por el binomio presidencial no podían coincidir, por lo que quedó claramente demostrado que los agresores llegaron desde otro lugar a agreder la marcha pacífica de las madres que ya casi concluía.

El resultado de este hecho criminal, al cierre de este primer comunicado, ha dejado un total de 79 heridos y 11 fallecidos ocurridos en los siguientes lugares:

- En Managua, 47 heridos y 6 fallecidos: **Jorge Guerrero Rivas**, asesinado frente a su madre en la calle cuando concluía la marcha cerca de la Universidad Centroamericana; **Edgard Guevara Portobanco** de 38 años y **Francisco Reyes Zapata** de 33 años murieron en el Hospital Bautista y **Michael González Hernández** y **Daniel García Reyes** mueren el Vivian Pellas y el niño **Orlando Córdoba** de 15 años de edad murió en el hospital Fernando Vélez Paiz.
- En Estelí, 32 heridos y 4 fallecidos: **Alberto Obregón** en el hospital Adventista, **Dodany Castiblanco Blandón** y **José Manuel Quintero** en el Hospital de Estelí; y **Jairo Antonio Osorio** quien llegó fallecido a la unidad de salud de La Trinidad.
- En Masaya, al cierre de este comunicado a la una de la madrugada, se nos informó que **Carlos Manuel Díaz**, con una bala en el pecho murió camino al hospital cuando era conducido por una ambulancia de la Cruz Roja.

La magnitud de estos hechos que a esta hora persisten en diferentes lugares del país se ve agravada con acciones como patrullaje intenso, tiroteos esporádicos y la ubicación de francotiradores en determinados lugares donde no se puede transitar.

DIRECCIÓN: TEXACO DE MONTOYA 1 ½ CAL SUR. MANAGUA, NICARAGUA.
TELÉFONOS: (505) 2266 8940, 2222 2563, 2266 6262, 2268 2116 / FAX: 2266 8405
APARTADO POSTAL: 4402

Correo Electrónico: cenidh@cenidh.org Web: www.cenidh.org
Filial: Estelí Telefax: 2713 0675 / Matagalpa Telefax: 2772 4784 / Chontales Telefax: 2512 2489

¡DERECHO QUE NO SE DEFIENDE... ES DERECHO QUE SE PIERDE!

Se trata de uno de los numerosos Comités pro Derechos Humanos nicaragüenses, que no hay que confundir con el CIDH (Comité interamericano, autorizado oficialmente a investigar y emitir propuestas para las partes que están en negociación).



**COMUNICADO
DE LA CONFERENCIA EPISCOPAL DE NICARAGUA**

Los obispos de la Conferencia Episcopal de Nicaragua, comunicamos al pueblo nicaragüense, que hemos concluido nuestra conversación con el Señor Presidente de la República.

Lo hemos hecho como pastores del pueblo de Dios a nosotros confiado y buscando nuevos horizontes para nuestra Patria.

El diálogo con el Presidente transcurrió en un ambiente de serenidad, franqueza y sinceridad, en el que hemos planteado al Señor Presidente, el dolor y angustia del pueblo ante la violencia sufrida en las últimas semanas y la agenda consensuada en la Mesa Plenaria del Diálogo Nacional, sobre la democratización del país.

Le hemos entregado la propuesta que recoge los sentimientos de muchos sectores de la sociedad nicaragüense y expresa el anhelo de la inmensa mayoría de la población. Esperamos su respuesta escrita lo más pronto posible.

Una vez que el Presidente de la República nos haya respondido formalmente, convocaremos a la Mesa Plenaria del Diálogo Nacional, para valorar dicha respuesta y por lo tanto la factibilidad de continuar el mismo Diálogo Nacional.

En el Seminario Nuestra Señora de Fátima, a los 07 días del 2018, Año del Señor.

+ Cardenal Leopoldo José Brenes Solorzano
Arzobispo Metropolitano Arquidiócesis de Managua
Presidente

Mons. Pablo Schmitz Simón OFM Cap.
Obispo de la Diócesis de Bluefields
Vicepresidente

+ Mons. Juan Abelardo Mata Guevara
Obispo de la Diócesis de Estelí
Secretario General

+ Mons. Rolando José Alvarez Lagos
Obispo de la Diócesis de Matagalpa
Tesorero General

Mouvement de solidarité suisse avec le Nicaragua : 14 et 18 mai 2018

COMMUNIQUÉ

Face à la crise au Nicaragua

Les associations et personnes suisses, actives depuis presque quatre décennies dans la solidarité avec le peuple nicaraguayen, suivent avec inquiétude la situation difficile actuelle. Elles déclarent vouloir poursuivre leurs actions de solidarité avec les organisations de base qui s'engagent activement pour l'amélioration des conditions socio-économiques de la population la plus pauvre au Nicaragua.

Les faits de grave violence survenus dans ce pays centre américain depuis le 18 avril – et qui se poursuivent encore aujourd’hui – avec plus de 40 morts reconnus par des sources fiables, préoccupent profondément le mouvement de solidarité suisse avec le Nicaragua.

Restés dans un premier temps sidérés devant cette situation, nous sommes aujourd’hui encore sans réelle explication devant l’amplification du cycle infernal de la violence, tant le sandinisme a toujours démontré sa capacité à surmonter les crises.

C'est le projet de réajustement du système de sécurité sociale qui a été l'élément déclencheur et motivé la mobilisation initiale des retraités et des étudiants, puis d'une partie de la population aux côtés des manifestants. Cette situation nous a conduits à certaines réflexions de base échangées lors d'une réunion nationale de la solidarité suisse tenue lundi 14 mai à Biel.

Il est inadmissible que, depuis quasi un mois de crise, le Gouvernement du Nicaragua n'ait pas encore communiqué la liste officielle des personnes décédées lors des faits, ni expliqué le déroulement des événements, ni surtout assumé la part de responsabilité de ses forces de police, ni communiqué ses regrets aux familles des victimes (les morts suite à la répression policière, les victimes des francs-tireurs, les morts des deux côtés suite aux violences durant les émeutes dans plusieurs villes).

Le Gouvernement du Nicaragua, en tant qu’administrateur de l’Etat, est en charge du maintien de la sécurité et de l’ordre public dans le pays. Il se doit donc de reconnaître aujourd’hui ses responsabilités dans ces événements douloureux, que ce soit en raison du manque de contrôle sur la police, de ne pas avoir été à la hauteur pour donner une réponse rapide suite aux premiers événements ou encore d’avoir laissé faire les actions de la Jeunesse sandiniste qui a attaqué les premières manifestations spontanées provoquant ainsi une escalade devenue aujourd’hui incontrôlable. Depuis, la situation est exploitée par des groupes organisés qui sèment le chaos dans tout le pays (attaques contre des civils, saccages de commerces, barricades, incendie d’édifices publics, etc.).

En conséquence, il y aura un avant et un après avril 2018 au Nicaragua, malgré la guerre médiatique et les rumeurs innombrables qui circulent sur les réseaux sociaux et entretiennent la confusion et les doutes sur les événements et les responsabilités.

Nous saluons la convocation à un ‘Dialogue National’ qui a commencé ce mercredi 16 mai. Nous sommes convaincus que, vu la situation difficile qui perdure dans le pays et durant laquelle la violence n'a pas été maîtrisée, il n'y a pas d'autre voie que la négociation entre tous les acteurs sociaux, politiques, syndicaux et religieux.

Nous saluons également la désignation d'une Commission d'investigation composée de cinq personnalités nationales. Son action pourra être considérée comme positive si elle réussit à investiguer rapidement sur les faits de violence, si elle arrive à faire la lumière sur les responsabilités concernant les morts et les blessés, si elle propose des mesures judiciaires pour sanctionner lesdits responsables et si elle propose des mesures de réparation morales et financières aux victimes ou à leurs familles.

En tant que mouvements de solidarité, nous sommes conscients que dans toute l’Amérique latine, après plus de dix années de gouvernements démocratiques dans plusieurs pays avec des avancées sociales importantes, des forces réactionnaires tentent de récupérer les espaces politiques et de pouvoir. Ces forces réactionnaires ont aujourd’hui soif de revanche et cherchent et chercheront tous les moyens possibles pour détruire les conquêtes et processus sociaux, sans hésiter à user de méthodes de violence organisée pour semer le chaos dans ces pays.

Nous sommes également conscients qu'un affaiblissement du Gouvernement et de l'Etat nicaraguayen, suite à la réduction de l'espace démocratique et aujourd'hui aux violences, n'aura d'autre conséquence que de favoriser cette avancée de la droite, annihilant ainsi les arguments politiques essentiels des forces progressistes pour soutenir le processus de transformation qui met en évidence le Nicaragua depuis 2007. Nous constatons également que les protestataires d'aujourd'hui, et qui se réclament de gauche, ne disent rien au sujet de la tentative de la droite et de l'impérialisme pour imprimer leur logique réactionnaire à la dynamique actuelle.

Nous souhaitons enfin souligner qu'en ces moments difficiles que traverse le Nicaragua, en tant qu'acteurs et promoteurs de la SOLIDARITÉ, nous sommes bien décidés à poursuivre notre soutien à nos contreparties au Nicaragua. Nous le ferons avec la même énergie que celle qui nous a conduits depuis presque 40 ans. Nous poursuivrons notre travail avec les mouvements et acteurs progressistes de base, engagés depuis la Révolution sandiniste de 1979 pour construire des changements profonds et des améliorations socio-économiques en faveur des secteurs les plus pauvres de ce peuple héroïque.

Bienne, 14 et 18 mai 2018

Mouvement de solidarité suisse avec le Nicaragua, incluant des organisations, associations, jumelages et des militants des diverses villes de Suisse notamment Bienne, Genève, Delémont, Zürich, Lausanne, Lausanne, Berne, Fribourg, Aigle et Bellinzona.

Réd.: Jacques D.